

# Comment pensent les assureurs ?

Pierre FRANCOIS – 17 octobre 2025

# *Comment pensent les assureurs ?*

Pourquoi se poser la question ?

- Un mode de pensée singulier : un assureur ne pense pas, il calcule ;
- Un mode de pensée stable : il n'a pas bougé depuis 250 ans.

## *Le principe de l'assurance*

Pensée du jour (1) : on ne connaît pas l'avenir ;

Pensée du jour (2) : au sein d'une population suffisamment importante, on sait qu'un certain nombre de sinistres vont se produire ;

Passer de l'individuel au collectif, la planche de salut :

- Tout le monde paye au départ ;
- Les malchanceux reçoivent une prestation.

# *Le principe de l'assurance*

A quelles conditions cette solution est-elle possible ?

- Pour mémoire, des conditions normatives.
- Des conditions techniques (1) Les données
  - Des données sont disponibles ;
  - Ces données (sur le passé) doivent permettre d'anticiper le risque (à venir).
  - Exemple : *quid* du « risque d'émeutes » ?

# *Le principe de l'assurance*

A quelles conditions cette solution est-elle possible ?

- Des conditions techniques (2) Le calcul :
  - Faire un calcul probabilisé des coûts et des gains ;
  - Comparer des sommes aujourd'hui et demain.
- Des conditions techniques (3) Les risques :
  - Des risques aléatoires (vs. certains) ;
  - Des risques indépendants (vs. corrélés) ;
  - Fréquence et gravité ;
  - La mutualisation : « bons » et « mauvais » risques, ensemble.

# *Le principe de l'assurance*

Quelles sont les conséquences de ce modèle ?

- L'inversion du cycle ;
- Les enjeux de solvabilité :
  - Les exigences de capital ;
  - Le rôle de la réassurance.
- Comment un assureur gagne-t-il sa vie ?
  - En collectant davantage de primes qu'il ne paie de prestations ;
  - En plaçant l'argent qui lui est confié.

## *Le modèle économique des assureurs – Deux types d'assurance*

Une partition fondamentale : vie et non-vie

- L'assurance non-vie : dommage aux biens, voiture, responsabilité civile, construction, etc. ;
- L'assurance vie : épargne pure, retraite par capitalisation, assurance décès, etc. ;
- Ces produits ne sont pas indépendants : quand on vend l'un, on vend l'autre.

## L'assurance en 2024 – Quelques chiffres (Milliards d'Euros)

	Cotisations	Ratio combiné
<b>Non-vie, dont</b>	75	100%
Automobile	28,1	100,3%
Habitation	16,4	99,9%
<b>Vie</b>	174,9	-

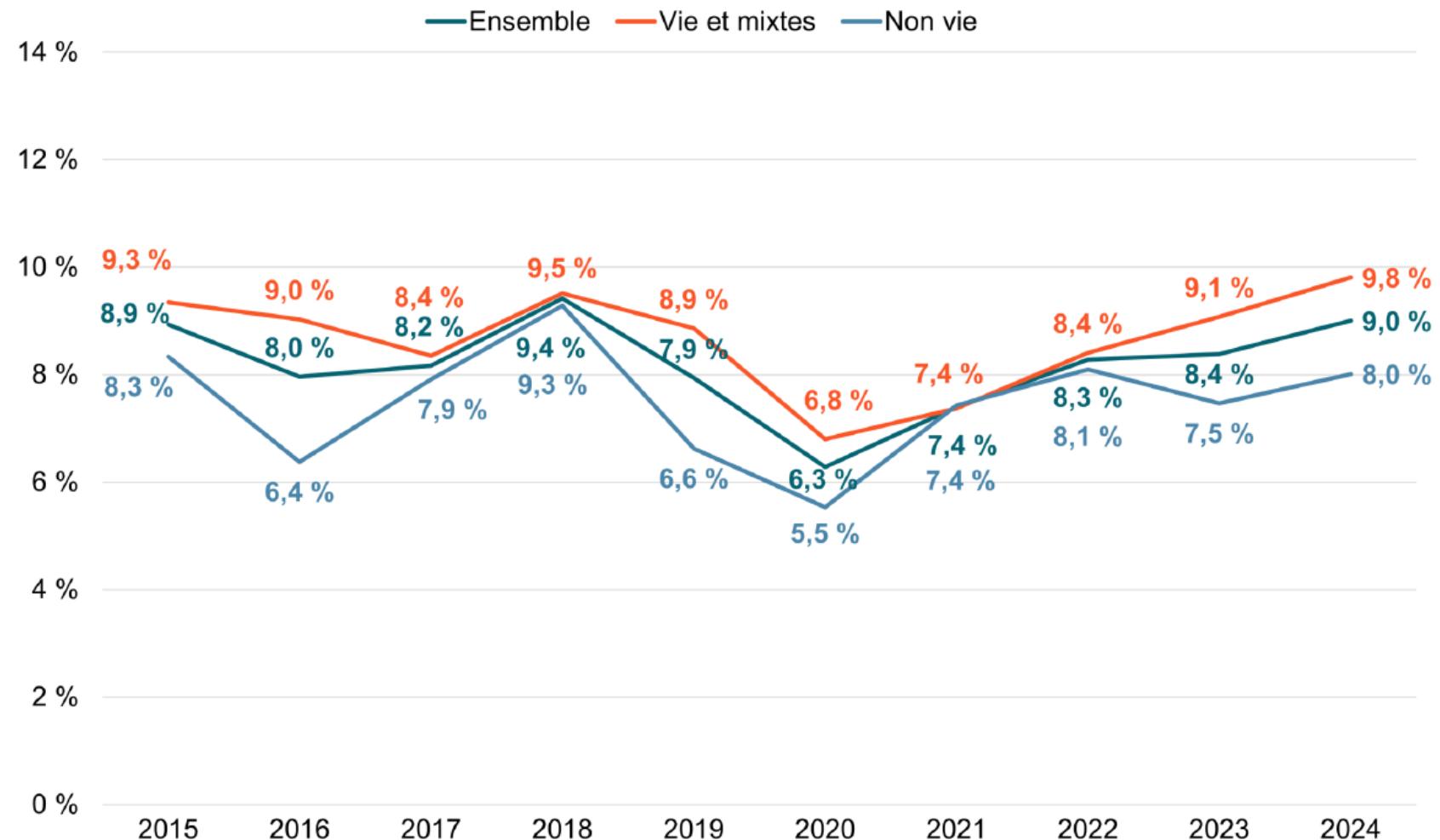
Pour mémoire : le montant total des cotisations payées par les collectivités locales (dont le DAB) est de 1,2 milliards d'€ en 2024 ;

Par ailleurs :

- L'assurance-vie représente un tiers de l'épargne des ménages ;
- Les assureurs détiennent environ 12% de la dette des collectivités publiques.
- ➔ Les conditions d'un rapport de force avec l'Etat.

# *Le modèle économique des assureurs – quelle santé économique ?*

- Des entreprises rentables (Résultat net/fonds propres) ;
- Des résultats portés avant tout par les produits financiers ;



## *Le modèle économique des assureurs – qui fait quoi ?*

- Environ 580 compagnies d'assurance en 2024, dont beaucoup de très petites ;
- La partition mutualiste/capitaliste :
  - 42% des compagnies sont des mutuelles ;
  - 14% sont des entreprises capitalistes vie et mixtes ;
  - 30% sont des entreprises capitalistes non-vie.
- La partition assureur/banque-assureur.
- Un marché dominé par des entreprises françaises : 86% en vie/mixte ; 78% en non-vie.

# *Le modèle économique des assureurs – qui fait quoi ?*

Part de marché (cotisations), vie et non-vie, 2024

	Non-vie		Vie et capitalisation
Covéa	13,7%	Crédit Agricole	16,5%
Axa	13,2%	BNP Cardiff	10,6%
Groupama	9,1%	CNP	10,3%
Allianz	7,5%	Crédit Mutuel	9,1%
Aéma	7,4%	BPCE	9%
Crédit Agricole	6,2%	Société Générale	8,5%
Maif	4,8%	Axa	6,4%
Generali	4,4%	Generali	5,8%
Crédit mutuel	4,1%	Aéma	3,7%
SGAM BPT	3,1%	Swiss Life	3,1%
15 premières	81,9%	13 premières	91%

## *Une activité sous le regard de l'Etat*

- Un marché encadré par un code spécifique (le code des assurances), fortement régulé (Solvabilité 1, puis 2) et surveillé (Corps des assurances, ACPR).
- Des liens très étroits avec le Trésor : cf. rôle des assureurs dans le financement de l'économie (et de l'Etat !).